



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2005/78
23 décembre 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Soixante et unième session
Point 13 de l'ordre du jour provisoire

DROITS DE L'ENFANT

**Rapport présenté par M. Juan Miguel Petit, Rapporteur spécial sur la vente d'enfants,
la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants**

Résumé

Le présent rapport est présenté conformément à la résolution 2004/48 de la Commission des droits de l'homme.

Il met l'accent sur la pornographie mettant en scène des enfants sur Internet et est fondé sur les informations que des gouvernements, des organisations internationales et des organisations non gouvernementales ont fait parvenir au Rapporteur spécial en réponse au questionnaire que celui-ci leur avait envoyé. Des informations ont été reçues de 51 pays. Le rapport présente plus de 70 expériences dans le domaine de la lutte contre la pédopornographie en ligne et de la prévention en la matière.

L'Internet a créé des perspectives sans précédent mais a engendré par là même des problèmes et des menaces liés à son utilisation abusive ou préjudiciable. Le cyberspace héberge une quantité alarmante de matériels pornographiques mettant en scène des enfants. Les agresseurs sexuels recourent de plus en plus aux salons de discussion (*chat rooms*) pour entrer en contact avec les enfants, dans le cadre des «manœuvres de séduction» (*grooming*). À cet égard, quelques pays se sont récemment dotés d'une législation sur les «manœuvres de séduction ou leurre par Internet» (*Internet grooming or luring*).

Le rapport se penche sur la définition de la pornographie mettant en scène des enfants dans les instruments internationaux et dans les législations nationales et se réfère en particulier au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et à la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité, les deux principaux instruments internationaux existant dans le domaine.

De nombreux pays ne disposent pas encore de législation sur la pornographie infantile. Cette absence crée un vide juridique dangereux qui expose les enfants au risque d'agression, lui-même renforcé par le phénomène de l'impunité. Le Rapporteur spécial recommande la ratification du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et l'adoption de sa définition de la pornographie mettant en scène des enfants. Il recommande en outre les actions suivantes: a) rendre passible de sanctions pénales le comportement de chaque maillon de la chaîne de la pornographie mettant en scène des enfants, de la production à la possession; b) mettre en place une législation créant l'infraction de «manœuvre de séduction ou leurre par Internet»; c) mettre en place une législation sur les fournisseurs d'accès Internet (FAI) qui prévoie non seulement de les obliger à supprimer les matériels illégaux dont ils auraient connaissance ou à en empêcher l'accès, mais aussi d'instaurer une obligation minimale de surveillance pour lutter contre la pédopornographie en ligne; d) envisager l'adoption d'une législation sur le phénomène de l'érotisme mettant en scène des enfants (*child erotica*) et e) veiller à ce que la législation sur la pornographie mettant en scène des enfants protège tous les enfants de moins de 18 ans, quel que soit l'âge légal du consentement aux relations sexuelles, qui peut être inférieur à 18 ans. Un enfant de moins de 18 ans ne devrait pas être considéré comme étant habile à consentir à participer à des activités relevant de la pornographie, de la prostitution et de la traite des êtres humains.

Il existe actuellement de nombreuses initiatives visant à combattre et à empêcher la pédopornographie en ligne. Elles vont des mesures législatives, point de départ pour s'attaquer à ce phénomène touchant les droits de l'homme, à la mise en place d'unités spécialisées au sein des forces de l'ordre, de plans d'action, de groupes de travail, de codes de conduite, de permanences téléphoniques (hotlines) aux campagnes de sensibilisation. Le Rapporteur spécial s'inquiète du peu de mesures prises jusqu'à présent pour protéger les victimes de pédopornographie et demande que davantage d'efforts soient faits pour identifier les victimes d'actes illicites, leur apporter assistance et les indemniser.

Le secteur privé est un allié indispensable dans cette lutte; il faut donc encourager les initiatives individuelles. Les sociétés émettrices de cartes de crédit en particulier ont un rôle crucial à jouer pour mettre un terme au commerce de la pédopornographie en ligne. Le Rapporteur spécial les incite vivement à tout faire pour empêcher le paiement par carte de crédit sur les sites Web de pédopornographie et pour trouver une parade aux paiements par «e-gold», un système qui dissimule les informations concernant les cartes de crédit utilisées.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
I. MÉTHODES DE TRAVAIL ET ACTIVITÉS.....	1 – 10	5
A. Méthodes de travail.....	1 – 5	5
B. Activités.....	6 – 10	5
II. PORNOGRAPHIE METTANT EN SCÈNE DES ENFANTS SUR L'INTERNET.....	11 – 115	6
A. Introduction.....	11 – 17	6
B. Qu'entend-on par «pornographie mettant en scène des enfants sur l'Internet»?	18 – 26	8
C. Définitions données par les instruments internationaux.....	27 – 37	9
D. Autres instruments internationaux faisant référence à la pornographie mettant en scène des enfants sur l'Internet.....	38 – 42	11
E. Législations nationales.....	43 – 75	12
F. Autorités de police.....	76 – 84	18
G. Initiatives	85 – 115	19
III. CONCLUSIONS.....	116 – 121	24
IV. RECOMMANDATIONS.....	122 – 129	26

I. MÉTHODES DE TRAVAIL ET ACTIVITÉS

A. Méthodes de travail

1. À sa soixantième session, la Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 2004/48, a demandé au Rapporteur spécial de lui présenter un rapport à sa soixante et unième session. Le présent rapport est présenté comme suite à cette demande.
2. Le présent rapport traite de la pornographie mettant en scène des enfants sur l'Internet. Il a été établi sur la base des informations communiquées au Rapporteur spécial en réponse au questionnaire qu'il avait envoyé le 30 juillet 2004 à des gouvernements, des organisations internationales et des organisations non gouvernementales (ONG).
3. Dans ce questionnaire, le Rapporteur spécial sollicitait des informations sur la législation existante en matière de pornographie mettant en scène des enfants sur l'Internet; l'application de cette législation, y compris des informations pertinentes sur la jurisprudence et les organes chargés de faire respecter la loi; les initiatives visant à prévenir et à combattre la pornographie impliquant des enfants sur l'Internet ainsi que d'autres formes d'exploitation sexuelle des enfants par l'intermédiaire de l'Internet, comme le tourisme sexuel et la traite des êtres humains; les actions menées en collaboration avec le secteur privé, des associations de consommateurs et la société civile en général.
4. Les Gouvernements des pays ci-après ont répondu au questionnaire: Australie, Azerbaïdjan, Barbade, Brésil, Brunéi, Canada, Colombie, Côte-d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Dominique, Égypte, Fédération de Russie, Finlande, Géorgie, Grèce, Haïti, Lituanie, Luxembourg, Maurice, Mexique, Paraguay, Pologne, Portugal, Qatar, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Serbie-et-Monténégro, Slovénie, Suède, Suisse, Togo, Turquie, Ukraine et Yémen. La Commission européenne a fourni des informations sur la législation et les initiatives prises au niveau communautaire. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et des ONG ont communiqué des renseignements sur les pays ci-après: Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Belgique, Cambodge, Canada, Costa Rica, Danemark, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Islande, Italie, Japon, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Suède.
5. Le Rapporteur spécial tient à remercier vivement tous ceux qui ont répondu au questionnaire. Le rapport ne traite que d'une sélection des nombreuses expériences et initiatives au sujet desquelles des informations ont été reçues.

B. Activités

6. En 2004, le Rapporteur spécial s'est rendu respectivement au Paraguay et en Roumanie (E/CN.4/2005/78/Add.1 et E/CN.4/2005/78/Add.2). Pour la première fois, il a regroupé ses communications aux gouvernements sur des cas spécifiques entrant dans son mandat et les réponses des gouvernements dans un rapport distinct, présenté sous forme d'additif (E/CN.4/2005/78/Add.3).
7. En 2004, le Rapporteur spécial a demandé à être invité par certains pays asiatiques. Il souhaite également se rendre dans des pays d'Europe orientale et d'Asie centrale et effectuer

ses prochaines missions en consultation étroite avec des partenaires concernés, notamment l'UNICEF.

8. Le Rapporteur spécial a participé à la réunion de suivi du deuxième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, qui s'est tenue à San José (Costa Rica) du 18 au 20 mai 2004.

9. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme a présenté les activités du Rapporteur spécial à la Conférence internationale contre le trafic d'enfants organisée par l'ONG Terre des hommes, qui s'est tenue à Osnabrück (Allemagne) du 2 au 4 novembre 2004. À cette occasion, plusieurs initiatives destinées à lutter contre la traite des enfants ont été portées à la connaissance du Rapporteur spécial. Après la déclaration commune faite en 1997 par l'Union européenne (UE)¹, tous les États membres de l'UE ont été invités à nommer chacun un rapporteur spécial sur la traite des êtres humains. Les rapporteurs nationaux sont tenus de présenter un rapport à leur gouvernement sur l'étendue du phénomène, les mesures visant à le prévenir et à le combattre ainsi que sur l'efficacité des politiques et des mesures prises à cet effet. Dans la ligne de cette recommandation, en 2000, le Gouvernement néerlandais a nommé un rapporteur spécial sur la traite des êtres humains. L'interaction créée entre les mécanismes indépendants instaurés à différents niveaux – national, régional et international – peut renforcer leur rôle de surveillance et leur utilité dans la lutte contre ce phénomène aux facettes si multiples qu'est la traite des êtres humains. À cet égard, le Rapporteur spécial invite les autres gouvernements de l'UE à suivre la recommandation faite dans la déclaration commune de 1997 et à nommer des rapporteurs spéciaux sur la traite des êtres humains.

10. Le Rapporteur spécial se réjouit de la création du mandat de Rapporteur spécial sur la traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants, et félicite M^{me} Sigma Huda de sa nomination à ce poste. Il est déterminé à collaborer étroitement avec elle chaque fois qu'il leur sera possible de parler d'une seule voix. Il s'agira notamment: a) d'adresser des communications communes aux gouvernements sur des sujets relevant des deux mandats; b) d'œuvrer de concert sur le choix des pays à visiter, en ayant à l'esprit la commodité que présentent les missions communes; c) de se consulter sur les sujets à traiter dans les rapports thématiques; d) de faire des déclarations communes; e) de mettre en place une collaboration globale dans l'élaboration des stratégies et des activités à mener dans le cadre des deux mandats.

II. PORNOGRAPHIE METTANT EN SCÈNE DES ENFANTS SUR L'INTERNET

A. Introduction

11. L'Internet a créé un univers d'information et de communication nouveau et plein de promesses. Les autoroutes de l'information mettent le monde à portée de main grâce à un enchevêtrement virtuel d'ordinateurs, de téléphones portables et autres équipements qui relient instantanément les quatre coins de la planète.

12. Si cette technologie offre aux enfants et aux adultes des possibilités sans précédent d'acquisition de connaissances, de participation et de choix, elle laisse également la porte grande ouverte aux abus. La cybertaine permet des transactions financières, des réservations transfrontières ou encore par exemple de mettre à la disposition d'étudiants handicapés des programmes de tutorat en ligne en matière d'enseignement des droits de l'homme, mais elle

héberge aussi un nombre alarmant d'images d'enfants violentés. En 2001, 105 000 images de cette nature ont été postées sur les sites de 30 groupes de discussion (*newsgroups*) en 16 jours. Un citoyen canadien détenait un million d'images de ce type sur son ordinateur. En 2002, 20 enfants sont apparus sur des images illicites dans un petit sous-groupe de groupe de discussion, sur une période de six semaines; 35 000 images ont été créées à partir des sévices infligés à ces enfants².

13. En plus des termes «blog» (journal intime en ligne), «browse» (naviguer), «cookie» et bien d'autres mots amusants encore du jargon de l'Internet, notre vocabulaire a également dû intégrer les expressions liées à l'abus d'enfants sur l'Internet. Nous avons dû apprendre que «grooming children» signifiait inciter des enfants en ligne à des actes sexuels. Nous sommes confrontés aux problèmes que pose l'érotisme mettant en scène des enfants (*child erotica*), sur ces sites Web qui proposent des images d'enfants posant à demi-nus ou nus et qui tendent à sexualiser l'enfant, ouvertement ou non. Nous nous inquiétons du recours de plus en plus fréquent au «e-gold», ce système d'achat virtuel d'or qui peut être utilisé comme moyen de paiement sur les sites Web en masquant les informations concernant la carte de crédit qui a servi en réalité à effectuer le paiement.

14. La pornographie mettant en scène des enfants sur l'Internet constitue véritablement un problème d'envergure mondiale et nécessite à ce titre une réaction globale de l'ensemble des acteurs: pouvoirs publics, organes chargés de faire respecter la loi, secteur privé, en particulier les fournisseurs d'accès Internet (FAI), concepteurs de logiciels, sociétés émettrices de cartes de crédit, ONG, y compris les organisations de consommateurs, médias, enseignants et éducateurs, enfants et leur famille.

15. L'étendue et la gravité du problème sont perçues différemment selon les pays. Le fossé technologique est un critère déterminant dans ces différences de perception. Dans les pays où le taux d'accès à Internet est élevé, le phénomène de la pornographie mettant en scène des enfants est plus important. Dans les pays où l'accès à cette technologie est limité, on ne considère pas les dangers de l'utilisation pernicieuse d'Internet comme un problème pressant. S'il est vrai que l'ampleur de l'utilisation et celle des abus sont liées, force est de constater également que les pays qui ne se sont pas dotés d'une législation adéquate ni de mesures d'accompagnement appropriées pour prévenir et combattre ce problème exposent leurs enfants aux risques d'agression et d'exploitation. Le Rapporteur spécial s'est déjà trouvé devant plusieurs cas de ce type. On lui a ainsi rapporté les cas d'enfants victimes de pédopornographie sur l'Internet et exploités par des étrangers. Ces derniers s'étaient installés dans des pays dont la législation en la matière était inadaptée voire inexistante afin de tirer parti de ce vide juridique et ont agressé des enfants, une fois sûrs de leur impunité.

16. Les différences de perception du problème transparaissent également dans les réponses aux demandes d'informations envoyées à tous les pays pour l'établissement du présent rapport. Très peu d'informations ont été reçues d'Asie. Il en est de même pour l'Afrique, où seuls deux gouvernements et une ONG ont communiqué des informations concernant leur pays³. Les plus prolifiques ont été les pays européens. On retrouvera cette répartition géographique dans les exemples d'expérience cités dans le présent rapport.

17. L'objectif du présent rapport est de sensibiliser au problème de la pornographie mettant en scène des enfants sur l'Internet, de recenser les définitions, les instruments et les mesures

existants pour le combattre, de proposer une base de discussion et de faire un certain nombre de recommandations.

B. Qu'entend-on par «pornographie mettant en scène des enfants sur l'Internet»?

18. La pornographie mettant en scène des enfants constitue une atteinte à l'enfant. Elle donne lieu à des violences sexuelles sur enfant et à l'exploitation sexuelle d'enfants et est liée à la prostitution infantine, au tourisme sexuel et à la traite d'enfants aux fins d'exploitation sexuelle.

19. La pornographie mettant en scène des enfants utilise de nombreux supports; il s'agit toutefois globalement de faire apparaître l'enfant de telle façon qu'il suscite une stimulation et un plaisir sexuels. La pornographie dite dure fait apparaître l'enfant dans des activités sexuelles explicites réelles ou simulées, ou présente certaines parties de son corps de façon obscène.

20. La pédopornographie plus légère, ou érotisme mettant en scène des enfants, consiste en des images d'enfants nus ou à demi-nus dans des pages suggestives qui visent à sexualiser l'enfant. Les sites Web de «child erotica» affichent intentionnellement sur leur page d'accueil des images légales d'enfants avec la promesse de matériels plus «durs», moyennant paiement par carte de crédit.

21. Ce dernier phénomène remet en cause le débat général concernant la censure sur l'Internet. C'est sans doute la raison pour laquelle les définitions internationales de la pornographie illégale mettant en scène des enfants, notamment la disposition approfondie de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité, ne prennent pas en considération ce type de matériel. Grâce à ce vide juridique, le commerce lié à l'érotisme mettant en scène des enfants demeure une activité légale dans la plupart des pays⁴.

22. La pornographie impliquant des enfants non seulement met en scène de vrais enfants mais aussi utilise une iconographie créée artificiellement. Ce matériel virtuel comprend des images créées numériquement et transformées par informatique ou des représentations mêlant adultes et enfants. Bien que ce type de pornographie ne constitue pas une atteinte directe à l'enfant, le pouvoir qu'il a de «normaliser» des images de violences sexuelles sur enfant et d'inciter à l'exploitation sexuelle des enfants ne devrait pas être sous-estimé et nécessite un traitement adapté.

23. La pornographie mettant en scène des enfants est également liée au tourisme sexuel. Dans les affaires de tourisme sexuel révélées publiquement, on a souvent saisi des matériels de pornographie infantine. Les appareils photo et les caméscopes numériques facilitent la vie des agresseurs qui souhaitent garder une trace de leur comportement criminel pour un usage privé ou commercial.

24. Les téléphones portables connectables à l'Internet, à un appareil photo numérique ou dotés de fonctions vidéo peuvent facilement être utilisés pour prendre et envoyer des photos illicites par-delà les frontières. Les téléphones qui disposent de fonctions Internet peuvent être également utilisés à des fins de rencontres sur l'Internet.

25. Un des faits nouveaux des plus alarmants dans le domaine de la pédopornographie en ligne est l'implication croissante, semble-t-il, de la criminalité organisée. Il existe des sites Web

commerciaux qui vendent des vidéos pornographiques mettant en scène des enfants, dont beaucoup sont originaires d'Europe de l'Est. Les liens qu'ils peuvent entretenir avec la traite des enfants et la prostitution infantine suscitent d'évidentes préoccupations.

26. Depuis quelques années, les salons de discussion sur l'Internet sont utilisés par les agresseurs sexuels pour entrer en contact avec des enfants dans le cadre des «manœuvres de séduction». Les prédateurs potentiels ou réels profitent de l'anonymat que leur procure les discussions sur l'Internet pour manipuler en secret les enfants et leur faire croire qu'ils discutent avec des enfants de leur âge. Dans certaines affaires en passe d'être jugées, des hommes ont été arrêtés après avoir organisé des rendez-vous avec des enfants avec lesquels ils avaient sympathisé dans des salons de discussion ou par l'intermédiaire de services de messagerie. En général, les agresseurs se présentent comme de jeunes hommes ou de jeunes garçons afin de gagner la confiance de l'enfant, mentent sur leur âge, partagent des secrets avec l'enfant pour susciter son intérêt et finissent par proposer une rencontre. Invariablement, l'enfant a tu l'existence de ce cyberami à ses parents et à ses amis. L'anonymat de l'Internet permet à l'enfant de s'inventer une amitié imaginaire et de la vivre seul en toute sécurité, jusqu'à ce que l'ami devienne autre chose qu'une simple adresse électronique et se mue en une personne qu'il va rencontrer⁵.

C. Définitions données par les instruments internationaux

27. L'article 2 c du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants définit la pornographie mettant en scène des enfants comme «toute représentation, par quelque moyen que ce soit, d'un enfant s'adonnant à des activités sexuelles explicites, réelles ou simulées, ou toute représentation des organes sexuels d'un enfant, à des fins principalement sexuelles».

28. Une définition plus détaillée, qui englobe les images créées par ordinateur, est donnée à l'article 9 de la Convention de 2001 du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité: «la pornographie infantine comprend toute matière pornographique représentant de manière visuelle: a) un mineur se livrant à un comportement sexuellement explicite; b) une personne qui apparaît comme un mineur se livrant à un comportement sexuellement explicite; c) des images réalistes représentant un mineur se livrant à un comportement sexuellement explicite».

29. La Convention précise également que: «Chaque Partie adopte les mesures législatives et autres qui se révèlent nécessaires pour ériger en infraction pénale, conformément à son droit interne, les comportements suivants lorsqu'ils sont commis intentionnellement et sans droit: a) la production de pornographie infantine en vue de sa diffusion par le biais d'un système informatique; b) l'offre ou la mise à disposition de pornographie infantine par le biais d'un système informatique; c) la diffusion ou la transmission de pornographie infantine par le biais d'un système informatique; d) le fait de se procurer ou de procurer à autrui de la pornographie infantine par le biais d'un système informatique; e) la possession de pornographie infantine dans un système informatique ou un moyen de stockage de données informatiques.» (art. 9).

30. Le rapport explicatif de la Convention sur la cybercriminalité éclaire certains points de cette définition:

- Les «moyens de représentation visuelle» sont notamment les données stockées sur des disquettes informatiques ou d'autres moyens électroniques de stockage et pouvant être converties en images visuelles;
- L'expression «comportement sexuellement explicite» désigne au moins l'un ou l'autre des comportements réels ou simulés suivants: a) relations sexuelles – y compris génito-génitales, oro-génitales, ano-génitales ou oro-anales – entre mineurs ou entre un mineur et un adulte, du même sexe ou de sexes opposés; b) zoophilie; c) masturbation; d) violences sado-masochistes dans un contexte sexuel; e) exhibition lascive des parties génitales ou de la région pubienne d'un mineur. Le fait que le comportement représenté soit réel ou simulé n'entre pas en ligne de compte.

31. Les trois types de matériel définis aux fins de la commission des infractions incluent les représentations d'un abus sexuel commis à l'encontre d'un enfant véritable, les images pornographiques représentant une personne qui apparaît comme un mineur se livrant à un comportement sexuellement explicite et, enfin, les images qui, bien que «réalistes», ne représentent pas, en fait, un enfant véritable se livrant à un comportement sexuellement explicite. Dans ce dernier cas, il peut s'agir d'images altérées, telles que des images morphisées de personnes physiques, voire d'images totalement fabriquées par l'ordinateur.

32. Dans les trois cas visés ci-dessus, les intérêts juridiques protégés sont légèrement différents. Le premier concerne plus directement la protection des enfants contre la maltraitance. Les deuxième et troisième cas visent à offrir une protection contre un comportement qui, sans nécessairement causer un préjudice à l'«enfant» représenté dans le matériel en question, qui n'est pas obligatoirement un enfant réel, pourrait servir à encourager ou amener des enfants à participer à de tels actes et s'inscrit, de ce fait, dans le cadre d'une sous-culture préconisant la maltraitance des enfants.

33. La Convention érige en infraction pénale différents aspects de la production, de la possession et de la diffusion de pornographie enfantine sur l'Internet:

- Le terme «offrir» vise à inclure le fait de solliciter autrui pour se procurer de la pornographie enfantine. Il laisse entendre que la personne qui offre le matériel en question peut effectivement le fournir;
- L'expression «rendre disponible» vise à inclure la mise en ligne de pornographie enfantine devant être utilisée par autrui, par exemple en créant des sites pédophiles. Ce paragraphe entend également s'appliquer à la création ou à la compilation d'hyperliens vers des sites pédophiles en vue de faciliter l'accès à la pornographie enfantine;
- Par «diffusion», il faut entendre la distribution active du matériel incriminé. Le fait d'envoyer à autrui de la pornographie enfantine par le biais d'un système informatique relève de l'infraction consistant à «transmettre» de la pornographie enfantine;

- L'expression «se procurer ou procurer à autrui» doit s'entendre du fait d'obtenir activement de la pornographie infantine, par exemple par téléchargement.

34. Le fait de posséder de la pornographie infantine dans un système informatique ou dans un moyen de stockage de données informatiques, comme une disquette ou un disque optique compact constitue une infraction pénale. Le fait de posséder de la pornographie infantine crée une demande pour ce matériel. Un moyen efficace de mettre un frein à la production de pornographie infantine consiste à rendre passible de sanctions pénales le comportement de chaque maillon de la chaîne allant de la production à la possession.

35. Les actes illicites énumérés dans la Convention et visés ci-dessus sont érigés en infractions pénales s'ils sont commis «intentionnellement». Selon la Convention, une personne n'est pas tenue pour responsable tant qu'elle n'avait pas l'intention d'offrir, de rendre disponible, de diffuser, de transmettre, de produire ou de posséder de la pornographie infantine. En revanche, la responsabilité peut être imposée s'il y a «connaissance et contrôle» de l'information transmise ou stockée. Il ne suffit pas, par exemple, qu'un fournisseur de services serve d'intermédiaire pour la transmission de ce matériel, par le biais d'un site Web ou d'un bavardoir, entre autres moyens, en l'absence de l'intention requise en l'occurrence en droit interne. De plus, un fournisseur de services n'est pas tenu de surveiller le contenu pour éviter la responsabilité pénale⁶.

36. La définition complète de la pornographie infantine donnée par la Convention et la liste détaillée des actes illicites liés à cette infraction font de cette disposition un instrument international précieux qu'il faudrait faire connaître. La Convention est le premier instrument international à traiter des infractions pénales commises au moyen des réseaux informatiques.

37. La décision-cadre 2004/68/JAI du Conseil de l'Union européenne du 22 décembre 2003 relative à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et la pédopornographie définit la pédopornographie comme: «tout matériel pornographique représentant de manière visuelle: i) un enfant réel participant à un comportement sexuellement explicite ou s'y livrant, y compris l'exhibition lascive des parties génitales ou de la région pubienne d'un enfant; ou ii) une personne réelle qui paraît être un enfant participant ou se livrant au comportement visé au point i); iii) des images réalistes d'un enfant qui n'existe pas participant ou se livrant au comportement visé au point i)».

D. Autres instruments internationaux faisant référence à la pornographie mettant en scène des enfants sur l'Internet

38. L'article 34 de la Convention relative aux droits de l'enfant exige des États parties qu'ils prennent toutes les mesures appropriées pour empêcher que des enfants ne soient exploités aux fins de la production de spectacles ou de matériel de caractère pornographique.

39. La Convention n° 182 (1999) de l'OIT concernant l'interdiction des pires formes de travail des enfants et l'action immédiate en vue de leur élimination désigne l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant à des fins de prostitution, de production de matériel pornographique ou de spectacles pornographiques, comme l'une des pires formes de travail des enfants qui doit être éliminée et interdite de toute urgence (art. 3 b) et 1).

40. La résolution du Conseil de l'Union européenne relative à l'apport de la société civile dans la recherche d'enfants disparus ou sexuellement exploités (2001/C 283/01) prône la coopération entre les organismes issus de la société civile et les autorités compétentes dans la recherche d'enfants disparus ou sexuellement exploités. Cette résolution couvre un large éventail de situations, dont la traite des enfants, la prostitution et la pornographie enfantines, ainsi que les réseaux pédophiles sur l'Internet.

41. L'Engagement mondial de Yokohama de 2001, qui a été adopté au deuxième Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, invitait les États à «prendre les mesures qui s'imposent face aux progrès des nouvelles technologies, en s'attaquant aux aspects néfastes du Web – la pédopornographie sur Internet par exemple, tout en profitant de ce formidable outil pour informer et sensibiliser la jeunesse aux risques d'exploitation sexuelle grâce à la diffusion de l'information et à la création de réseaux entre les partenaires».

42. Dans le texte de 2002 issu de la vingt-septième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants, intitulée «Un monde digne des enfants», les États étaient appelés à «sensibiliser au caractère illégal et aux conséquences nocives des sévices sexuels dirigés contre les enfants, ainsi que de l'exploitation – y compris sur l'Internet – et du trafic des enfants à des fins sexuelles» et incités à «prendre les mesures voulues, notamment dans le cadre d'une coopération accrue entre les gouvernements, les organisations intergouvernementales, le secteur privé et les organisations non gouvernementales, afin de lutter contre l'utilisation criminelle des technologies informatiques, notamment pour la vente d'enfants, la prostitution d'enfants et la pornographie exploitant des enfants, le tourisme sexuel pédophile, la pédophilie et autres formes de violence et de sévices contre les enfants et les adolescents»⁷.

E. Législations nationales

1. Portée et définitions

43. La situation en ce qui concerne les législations nationales sur la pornographie mettant en scène des enfants sur l'Internet varie de façon significative d'un pays à l'autre. Certains ne disposent pas de législation spécifique pour ce type d'infraction sur l'Internet mais peuvent poursuivre les auteurs en vertu des textes généraux concernant la pornographie infantile, l'exploitation sexuelle d'enfants ou les violences sexuelles sur enfant, comme c'est le cas en **Haïti**, au **Portugal** et au **Togo**.

44. D'autres pays, bien qu'ils aient ratifié le Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, n'ont pas défini au plan juridique ce qu'est la pornographie mettant en scène des enfants.

45. En **Nouvelle-Zélande**, il n'existe pas de définition spécifique de la pornographie mettant en scène des enfants. Toutefois, les matériels qui promeuvent ou soutiennent l'exploitation sexuelle des enfants et des adolescents sont considérés comme «répréhensibles» et illégaux. Ils n'ont pas à mettre en jeu l'exploitation sexuelle de vrais enfants pour être répréhensibles. Les bandes dessinées, les textes de fiction, les images «morphosées» et les photos représentant des adultes habillés de façon à se faire passer pour des adolescents peuvent être qualifiés de répréhensibles. La jurisprudence a clairement énoncé que les photographies d'enfants nus

prenant des poses à caractère sexuel (*child erotica*) pouvaient être considérées comme répréhensibles, même lorsqu'elles ne montrent pas d'activité sexuelle.

46. D'autres pays n'ont pas encore adopté le cadre juridique nécessaire à la transposition des dispositions du Protocole dans leur législation interne. Tel est le cas du **Paraguay** qui a ratifié le Protocole et où un projet de loi destiné à transposer les dispositions du Protocole dans le droit interne est en attente d'examen.

47. En **Norvège**, le Code pénal définit la pornographie comme des représentations sexuelles de nature à choquer ou pouvant avoir un effet dégradant sur les gens, ou brutales, y compris des représentations sexuelles où il est fait usage d'enfants, de cadavres, d'animaux, de violence et de contrainte. Il définit ensuite la pornographie infantine comme consistant en représentations sexuelles animées ou fixes de personnes de moins de 18 ans ou présentées comme ayant moins de 18 ans.

48. En **République dominicaine**, relève de la pornographie infantine toute représentation, par quelque moyen que ce soit, d'enfants, garçons et filles, et d'adolescents s'adonnant à des activités sexuelles explicites, réelles ou simulées, ou toute représentation des parties génitales d'enfants et d'adolescents à des fins principalement sexuelles⁸.

49. En ce qui concerne les supports de la pornographie mettant en scène des enfants, certaines lois ont une portée plus large que d'autres. Par exemple, à la **Barbade**, il est fait référence dans la législation aux «photographies», alors qu'en **Belgique**, il peut s'agir «de médias et d'objets visuels de toute nature».

50. L'**Afrique du Sud** dispose d'une définition exhaustive de la pornographie mettant en scène des enfants, qui comprend expressément ses manifestations sur l'Internet. La loi n° 34 de 1999 et 2004 relative aux films et aux publications édicte ce qui suit: «La pornographie mettant en scène des enfants comprend toute image, même créée, ou toute description de personne, réelle ou simulée, ayant été ou présentée ou décrite comme ayant moins de 18 ans, qui: i) s'adonne à une activité sexuelle; ii) participe directement ou indirectement en assistant une tierce personne, à une activité sexuelle; ou iii) toute image ou description montrant ou décrivant le corps, ou des parties du corps de cette personne d'une façon ou dans une situation telles que, dans ce contexte, elle s'apparente à de l'exploitation sexuelle, ou de telle façon qu'elle peut être utilisée à des fins d'exploitation sexuelle». La loi définit le terme «publication» comme pouvant être «un logiciel qui ne soit pas un film» ou «tout message ou communication, y compris visuel, posté sur un réseau distribué comprenant, mais non limité à l'Internet». On y entend par «présentation visuelle» «tout dessin, reproduction, illustration, peinture, photographie ou image, ou encore toute combinaison de ces éléments, produits par l'intermédiaire ou au moyen d'un logiciel informatique, sur un écran d'ordinateur ou imprimé par ordinateur».

2. Activités illégales

51. En ce qui concerne les actes considérés comme illégaux se rapportant à la pornographie mettant en scène des enfants, le paragraphe 1 c) de l'article 3 du Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants énumère les actes ci-après: «le fait de produire, de distribuer, de diffuser, d'importer, d'exporter, d'offrir, de vendre ou de détenir des matériels pornographiques mettant en scène des enfants».

52. Des lois nationales font référence dans une large mesure à la même liste d'actes illégaux, plus ou moins complète cependant en fonction des pays. Il en est de même pour la jurisprudence qui définit progressivement ce que recouvre chacun de ces actes illicites.

53. Par exemple, au **Danemark**, le Code pénal énonce comme acte illégal «l'enregistrement, la vente ou la diffusion» ou «le fait de posséder ou d'avoir accès» de toute autre manière. En **Italie**, la liste des actes illicites liés à la pornographie enfantine comprend la production, le commerce, la distribution, la diffusion, la publicité, la transmission intentionnelle, l'acquisition et la possession. La **Norvège** possède un inventaire plus complet des comportements répréhensibles: a) publication, vente, ou tout autre moyen de diffusion; b) importation; c) production, possession et transmission; d) tenue de conférences publiques, organisation de spectacles publics ou expositions à contenu pornographique; e) sollicitation de toute personne âgée de moins de 18 ans, visant à lui permettre d'être représentée dans le cadre d'une production commerciale d'images animées ou fixes à contenu sexuel, ou production en elle-même de ce matériel.

54. En **Uruguay**, la loi n° 17.815 relative aux violences sexuelles sur enfant, adolescent et personne handicapée, adoptée en août 2004, prévoit de lourdes peines pour la production, le commerce et la diffusion de matériels pornographiques incluant des images ou toute autre forme de représentation d'enfants ou de personnes handicapées. La loi sanctionne également la rémunération ou la promesse de rémunération des enfants en vue de les inciter à des activités sexuelles ou érotiques.

55. En **Suède**, si la possession de matériels pornographiques mettant en scène des enfants est interdite, il n'est en revanche pas interdit de «regarder». La possession de ce type de matériel n'est illégale que si les films et les images incriminés sont téléchargés et enregistrés sur un disque dur, une disquette ou un CD-ROM. Le fait de regarder des matériels pornographiques mettant en scène des enfants sur l'Internet en sauvegardant le lien sous ses «favoris» ou sur ce que l'on appelle des «disques durs virtuels» n'est pas considéré comme illégal au regard de la loi suédoise. Cela signifie donc que s'abonner à des sites Web contenant des dizaines de milliers de fichiers pornographiques mettant en scène des enfants et avoir un accès illimité à la pornographie enfantine 24 heures sur 24, sept jour sur sept, sans rien télécharger, est légal.

56. À l'inverse, la jurisprudence du **Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** a établi que le simple fait de visionner des matériels pornographiques mettant en scène des enfants sur l'Internet constituait une infraction. Dans l'affaire *R. v. Jayson*⁹, la cour d'appel a statué que: «l'acte volontaire consistant à télécharger une image indécente d'une page Web vers un écran d'ordinateur revient à faire une photographie ou une pseudo-photographie». Aux **États-Unis d'Amérique**, la jurisprudence va dans le même sens. Dans *United States v. Tucker* (2001), le tribunal du district judiciaire de l'Utah a conclu que l'inculpé, qui avait visualisé sur son ordinateur des matériels pornographiques mettant en scène des enfants, «possédait» ces matériels, en dépit du fait qu'il avait obtenu ces images par un site Internet qui les sauvegardait automatiquement dans la mémoire cache et qu'il ne les avait pas téléchargées, au motif qu'il exerçait un «contrôle» sur ces images, dans la mesure où il pouvait les copier, les agrandir, les imprimer ou les supprimer.

57. Le Code de procédure pénale de **Lituanie** énonce la responsabilité pénale de toute personne qui produit ou acquiert des matériels pornographiques, qui achète, conserve, affiche,

fait de la publicité pour, ou distribue des objets à caractère pornographique contenant l'image d'un enfant ou d'une personne paraissant être un enfant.

58. En **Nouvelle-Zélande**, il est illégal de produire, fournir, donner, offrir, faire de la publicité pour, afficher, montrer ou posséder du matériel pornographique mettant en scène des enfants. Progressivement, la jurisprudence affine la notion de possession. Par exemple, une trace électronique d'une ancienne possession de matériel répréhensible suffit à obtenir une condamnation. Une personne peut être condamnée pour l'infraction de possession si elle est réputée savoir qu'elle possède ce matériel et susceptible d'exercer un contrôle sur ce matériel.

3. L'incitation d'enfants à des activités sexuelles

59. L'incitation d'enfants à des activités sexuelles sur l'Internet, ou manœuvre de séduction ou leurre par l'Internet (*Internet grooming or luring*) devient un phénomène alarmant. Une étude menée en **Pologne** montre l'étendue inquiétante du problème. Selon cette étude, 92 % des enfants polonais utilisant l'Internet communiquent dans le cadre de services en ligne; 75 % d'entre eux ont reçu des propositions de rencontre hors du Net et 25 % ont rencontré un étranger après avoir accepté son invitation. Cinquante-six pour cent des enfants ont été poussés à des conversations à caractère sexuel non souhaitées, accompagnées d'envoi de photos pornographiques (14 %), de demandes d'envoi de photos (66 %) et de propositions de rencontre (69 %)¹⁰.

60. Malgré l'augmentation du nombre de délinquants sexuels qui tentent d'entrer en contact avec des enfants via les salons de discussion puis de les rencontrer, relativement peu de pays se sont dotés d'une législation sur le «grooming».

61. En **Australie**, la loi de 2004 portant modification de la législation relative à la criminalité en matière de télécommunications à d'autres types d'infraction inclut le «grooming» comme nouvelle infraction. Ainsi, constitue une infraction le recours à un prestataire de services pour entrer en contact avec une personne âgée de moins de 16 ans aux fins de s'adonner à une activité sexuelle avec cette personne ou de permettre à un tiers de s'y adonner avec elle.

62. Au **Canada**, il est illégal de communiquer par l'Internet avec un enfant dans le but de commettre une atteinte sexuelle sur cet enfant (procédé appelé «leurre sur Internet» (*Internet luring*)).

63. En **Allemagne**, le Code pénal interdit d'influencer les enfants par des publications dans le but de les amener à effectuer des actes à caractère sexuel. En vertu de la loi, on peut également être poursuivi pour avoir préparé une éventuelle atteinte sexuelle. Il n'est pas obligatoire que ces publications aient un caractère sexuel.

4. L'âge légal du consentement aux relations sexuelles comparé à l'âge mentionné dans la législation relative à la pornographie infantile

64. Chaque pays a sa propre définition de l'âge légal du consentement aux relations sexuelles. Souvent, celui-ci diffère de l'âge mentionné dans la législation relative à la pornographie infantile, qui est de 18 ans dans la plupart des cas. Cette différence peut créer des problèmes dans l'application de la législation relative à la pornographie infantile.

65. Dans la plupart des pays, la législation relative à la pornographie infantile protège les enfants de moins de 18 ans, quel que soit l'âge légal du consentement aux relations sexuelles, qui est généralement inférieur. Par conséquent, la production et la possession de matériels pornographiques mettant en scène des enfants, tout comme d'autres activités illégales au long de la chaîne de production-consommation, constituent des infractions, même lorsque les enfants concernés ont atteint l'âge légal du consentement.

66. La décision-cadre 2004/68/JAI du Conseil de l'Union européenne du 22 décembre 2003, relative à la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants et à la pédopornographie, dispose que les États membres peuvent exclure de la responsabilité pénale les comportements ayant trait à la pédopornographie, lorsqu'il s'agit de production et de détention d'images d'enfants ayant atteint la majorité sexuelle qui sont produites et détenues avec leur accord et uniquement pour leur usage privé. Même lorsque l'existence d'un consentement a été établi, il ne sera pas reconnu comme valable, si, par exemple, l'auteur de l'infraction a profité de son âge plus avancé, de sa maturité, de sa position, de son statut, de son expérience ou de l'état de dépendance dans lequel se trouvait la victime à son égard pour obtenir ce consentement.

67. En **Pologne**, l'âge de référence dans la législation portant sur la pornographie mettant en scène des enfants est de 18 ans. Toutefois, il ne concerne que les matériels pornographiques dits «professionnels», c'est-à-dire produits pour être diffusés publiquement. La production et la possession de matériels pornographiques dans lesquels apparaissent des enfants âgés de 15 à 18 ans sont légales dès lors qu'ils ne sont pas destinés à être diffusés auprès du public.

68. En **Suède**, l'âge légal du consentement est de 15 ans. Dans les dispositions du Code pénal qui traitent de la pornographie mettant en scène des enfants, l'enfant est défini comme: «une personne encore impubère ou, si l'image et la situation qu'elle montre le suggèrent, âgée de moins de 18 ans». Une affaire survenue en décembre 2002 a prouvé que cette disposition était problématique. Il s'agit d'un homme de 42 ans qui a réalisé des films pornographiques avec des jeunes filles âgées de 16 à 17 ans, en sachant leur âge. Le tribunal de district de Stockholm compétent pour connaître de cette affaire a identifié les jeunes filles, qui ont confirmé leur âge devant la cour. Malgré cela, le tribunal a déclaré l'homme non coupable d'infractions de pédopornographie. Le tribunal a fondé sa décision sur l'apparence qu'avaient les jeunes filles dans les films et, dans la mesure où il n'était pas lui-même en mesure d'affirmer qu'elles avaient moins de 18 ans, il a acquitté l'homme¹¹. Le procureur a fait appel de la décision du tribunal devant la formation pénale de la cour d'appel, qui n'a pas modifié la décision du tribunal de district. La décision a fait l'objet d'un pourvoi auprès de la Cour suprême, laquelle n'a pas encore fixé de date pour l'examen de cette affaire.

69. Un cas analogue s'est produit au **Portugal**, où la législation actuelle sur la pédopornographie ne concerne que les enfants de moins de 14 ans, soit l'âge légal du consentement aux relations sexuelles. Dans un jugement de 2003, la cour d'appel de Lisbonne a statué qu'«étant donné qu'il n'avait pas été possible de déterminer par une expertise scientifique et technique que les mineurs dont l'intimé a diffusé les photos sur le site Web qu'il avait créé étaient âgés de moins de 14 ans, l'acquittement de l'intimé devait être maintenu, conformément au principe *in dubio pro reo* (le doute profite à l'accusé)». De nouveaux amendements au Code de procédure pénale visant à ce que la législation sur la pédopornographie porte sur les enfants de moins de 18 ans sont actuellement à l'examen.

70. En **Suisse**, l'âge du consentement est de 16 ans et la législation relative à la pornographie mettant en scène des enfants protège les enfants de moins de 18 ans, prévoyant ainsi des poursuites pour les infractions liées à la pédopornographie commises sur des enfants de moins de 18 ans. Toutefois, selon le droit suisse, un enfant de plus de 16 ans peut participer à la production de matériels pornographiques, pour autant qu'il ait donné son consentement libre et éclairé. Il s'agit donc dans ce cas de participation à des activités à caractère sexuel de personnes consentantes légalement adultes du point de vue de l'activité sexuelle. En d'autres termes, selon cette interprétation, lorsque des enfants de 16 à 18 ans participent à la production de matériels pornographiques, c'est la validité de leur consentement qui détermine si les activités sexuelles auxquelles ils participent sont légales ou non.

71. Le Rapporteur spécial estime que la législation sur la pornographie mettant en scène des enfants devrait protéger tous les enfants de moins de 18 ans, sans tenir compte de l'âge légal du consentement aux relations sexuelles, qui peut être inférieur à 18 ans. Un enfant, même lorsqu'il a atteint l'âge du consentement aux relations sexuelles, ne peut être considéré comme habile à consentir à se livrer à des activités pornographiques et à la prostitution ou à tomber entre les mains de trafiquants.

5. Fournisseurs d'accès à l'Internet (FAI)

72. Les fournisseurs d'accès à l'Internet (FAI) peuvent apporter une contribution décisive à la lutte contre la pédopornographie. Il est courant d'entendre que les FAI ont la responsabilité morale d'empêcher la publication d'images illicites sur l'Internet. Nombreux sont les FAI qui ont beaucoup œuvré à éduquer les enfants qui utilisent leurs services (par exemple, en éditant des manuels en ligne et en filtrant les pourriels). Toutefois, l'autorégulation sur l'Internet ne semble pas suffisante pour empêcher les infractions qui y sont commises sur des enfants. Certains pays ont commencé à adopter des législations sur la responsabilité des FAI dans le cadre de leurs activités.

73. Il n'existe pas dans certains pays de législation régissant les activités des FAI face à la pornographie mettant en scène des enfants sur l'Internet, comme c'est le cas au **Danemark** et en **Suède**. Dans d'autres pays où il n'existe pas non plus de législation spécifique en la matière, les obligations prévues dans les lois régissant les activités des FAI peuvent être déterminantes dans la lutte contre la pornographie mettant en scène des enfants sur l'Internet. En **Italie**, par exemple, les FAI sont tenus de conserver les données transactionnelles pendant 24 mois. Il s'agit là d'une disposition importante qui permet aux organes chargés d'assurer le respect des lois d'instruire des dossiers portant sur des infractions commises par le biais de l'Internet.

74. En **Islande**, un fournisseur d'accès qui héberge des matériels illégaux n'en est pas responsable pour autant qu'il en supprime ou empêche immédiatement l'accès après avoir été averti qu'il y figurait des éléments de pédopornographie. Plusieurs autres pays disposent de législations similaires, comme l'**Afrique du Sud** et l'**Allemagne**.

75. De la même façon, en **France**, la responsabilité des FAI peut être invoquée lorsqu'il est prouvé qu'ils avaient réellement eu connaissance du caractère illégal des informations qu'ils hébergeaient. Néanmoins, le législateur français est allé plus loin dans la détermination des obligations des FAI en matière de pornographie mettant en scène des enfants. Ces derniers ont une obligation minimale de surveillance pour empêcher la pédopornographie sur l'Internet. Ils

sont également tenus de permettre aux internautes d'accéder facilement aux informations sur la façon de procéder pour dénoncer les cas de pornographie infantile sur l'Internet dont ils peuvent avoir connaissance. De plus, les FAI sont tenus de relayer aux autorités compétentes dans les meilleurs délais les activités liées à la pornographie infantile qui leurs sont signalées. En d'autres termes, ils ont l'obligation de faciliter la détection des infractions de pornographie mettant en scène des enfants.

F. Autorités de police

76. Les autorités de police ont fort à faire pour traiter le nombre important d'abus d'enfants liés à l'Internet. De nombreux pays ont récemment créé des unités spécialisées au sein de leurs services de police pour instruire les affaires de pornographie mettant en scène des enfants sur l'Internet.

77. Au **Mexique**, la première unité de police spécialisée dans la cybercriminalité (*policía cibernética*) a été créée en 2002. Elle est composée de 168 spécialistes dont la mission est de détecter et de surveiller les activités illégales sur l'Internet, y compris en matière de pédopornographie. Cette unité a mis en place une permanence téléphonique et un site Web pour recevoir des informations sur des cas de pornographie infantile ou d'autres activités illégales sur l'Internet. Sur son site Web figurent également des informations et des recommandations en matière de lutte contre la pornographie mettant en scène des enfants et d'autres formes d'exploitation des enfants sur l'Internet. À ce jour, l'unité a découvert 397 sites Web de pornographie infantile, dont 197 avaient été créés au Mexique.

78. De la même manière, en **Croatie**, la Section chargée de la cybercriminalité et de la protection de la propriété intellectuelle créée en 2002 au sein du Ministère de l'intérieur s'occupe de la pornographie mettant en scène des enfants sur l'Internet. Elle a mis en place une collaboration fructueuse avec les FAI sur la base d'un recoupement de leurs informations sur des sites soupçonnés de détenir ou de distribuer des matériels pédopornographiques. En **Lituanie**, l'unité chargée de la cybercriminalité du Bureau de la police judiciaire fonctionne sur le même principe et a mis en place une permanence téléphonique pour recevoir les dénonciations.

79. Au **Luxembourg**, le Département des nouvelles technologies de la police judiciaire dispose d'un petit laboratoire d'informatique qui apporte une aide technique lors des enquêtes.

80. En **Belgique**, deux unités spécialisées de la police collaborent étroitement à la lutte contre la pédopornographie: la cellule traite des êtres humains et la cellule fédérale cybercriminalité, qui gère également une permanence téléphonique servant en quelque sorte de centre d'échange de renseignements.

81. En **Suisse**, une première évaluation des enquêtes menées par le Service de coordination de la lutte contre la criminalité sur l'Internet de la police fédérale montre qu'environ un cinquième de ses dossiers concernent des enfants.

82. Aux **États-Unis d'Amérique**, le Federal Bureau of Investigation (FBI) a lancé, à l'échelle nationale, une opération baptisée «Images innocentes» afin: a) d'identifier les délinquants sexuels qui utilisent l'Internet et d'autres services en ligne pour exploiter sexuellement les enfants, d'enquêter sur eux et de les poursuivre; b) d'identifier et de protéger les enfants

victimes. Des agents du FBI se connectent incognito, utilisent des noms d'écran fictifs et s'engagent dans des *chats* en temps réel ou dans des conversations par courrier électronique, afin d'obtenir des preuves d'activités délictueuses. Le Département de la justice pour mineurs et la prévention de la délinquance juvénile a créé une équipe spéciale chargée de la criminalité à l'égard des enfants sur l'Internet pour aider les autorités de police fédérales et locales à trouver une riposte efficace au détournement d'enfants sur l'Internet et à la pédopornographie.

83. La police judiciaire nationale de **Norvège** est considérée comme l'une des forces de l'ordre les plus en pointe du monde en matière d'enquête, de renseignement et de matériel technique dans le domaine de la lutte contre la pédopornographie et les agressions d'enfants par l'Internet. Ces dernières années, elle s'est particulièrement intéressée à l'identification des victimes et a acquis de l'expérience dans ce domaine, l'un des points faibles de la lutte contre la pornographie mettant en scène des enfants. Malgré tous les efforts déployés par la police norvégienne en matière d'identification des victimes, force est de constater qu'en général, il faut plusieurs années pour que les affaires soient jugées. Les sanctions encourues ont jusqu'à présent été principalement des amendes, la peine la plus longue prononcée par la Cour suprême pour des infractions concernant des images illicites d'enfants ayant été de 10 mois de prison. Un autre problème est que le corps judiciaire n'a qu'une connaissance limitée de la multitude de méthodes de diffusion électronique qui existe et de l'importance des échanges numériques d'informations liés à la pédopornographie qui ont lieu dans le cyberspace.

84. Les difficultés auxquelles se heurte la police judiciaire norvégienne, considérée comme l'une des plus en pointe dans le domaine, donne une indication alarmante de l'inadaptation générale des réponses apportées face à l'ampleur du problème.

G. Initiatives

85. Le Rapporteur spécial a reçu un grand nombre d'informations sur des initiatives prises pour lutter contre la pornographie mettant en scène des enfants sur l'Internet. Celles évoquées dans le présent rapport se veulent représentatives des différents types d'action en cours.

1. Cadres directifs et dispositifs institutionnels

86. Certains pays ont inscrit leurs initiatives de prévention et de lutte contre la pornographie mettant en scène des enfants sur l'Internet dans le cadre d'instruments politiques. Pour être efficaces, les cadres directifs doivent être adoptés et appliqués par le truchement d'un processus participatif et dotés de ressources suffisantes. Le problème peut être traité dans le cadre d'instruments politiques particuliers entièrement consacrés à la pédopornographie ou par le biais de dispositifs plus complets, comme des plans d'action sur les droits des enfants, la traite des êtres humains ou l'exploitation sexuelle des enfants, comprenant des volets consacrés à la pornographie infantile. Des groupes de travail, des cellules spécialisées, des comités interministériels et d'autres types d'institution ad hoc sont actuellement créés pour s'attaquer au problème de la criminalité liée à l'Internet.

87. Un processus participatif visant à l'adoption d'un plan d'action contre la pédophilie et la pornographie mettant en scène des enfants sur l'Internet est en cours au **Brésil**. Les pouvoirs publics, des organisations internationales, la société civile et le secteur privé y participent. Un atelier national de validation se tiendra début 2005 pour achever le processus de négociation sur

la phase de rédaction. Le projet de plan reflète les orientations d'action du plan national de lutte contre les violences sexuelles sur enfant et adolescent¹² ci-après: diagnostic; mobilisation et coordination; défense et responsabilité; assistance; prévention; participation des enfants.

88. À **Maurice**, une étude sur la protection des enfants sur l'Internet, menée à la demande du Ministère des droits de la femme, du développement de l'enfant et du bien-être familial, servira de base à la conception d'une stratégie nationale de sécurité pour l'utilisation de l'Internet.

89. En **Turquie**, le Plan d'action national 2005-2015 sur l'utilisation de l'Internet, porte essentiellement sur l'adoption d'une législation adaptée, conforme aux instruments internationaux. Un groupe de travail interinstitutions a été mis en place pour proposer des mesures de lutte contre les dangers de l'Internet. Il regroupe les Ministères de l'éducation, de l'intérieur et de la justice, la Direction générale des services sociaux et l'Institut de protection de l'enfance, des fournisseurs d'accès Internet et des universités.

90. En mai 2004, le Gouvernement du **Canada** a annoncé le lancement d'une stratégie nationale pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle sur l'Internet. Dans le cadre de cette stratégie, il a alloué 43 millions de dollars canadiens sur cinq ans à la mise en place d'une démarche globale et coordonnée pour la protection des enfants sur l'Internet et la poursuite des agresseurs. La stratégie poursuit trois objectifs principaux: renforcement des capacités destinées à l'application des lois; mise en place de structures permettant les dénonciations par le public et l'éducation en vue d'empêcher la victimisation; développement de partenariats avec le secteur de l'enseignement en ligne, le secteur privé et certains secteurs de l'administration afin de soutenir des stratégies efficaces de sensibilisation du public, d'éducation et de prévention de la criminalité.

91. Le plan d'action annuel de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants de la **République dominicaine** est consacré en partie à la lutte contre les infractions commises contre des enfants par le biais de l'Internet.

92. En octobre 2002, une ONG américaine, le National Centre for Missing and Exploited Children, a organisé un forum international sur la lutte contre la pornographie mettant en scène des enfants. Il s'agissait de trouver un accord sur un plan d'action mondial de lutte contre la pédopornographie. Le texte issu de cette rencontre, le «Plan de Dublin», est une sorte de programme d'orientation destiné à s'attaquer au phénomène de façon globale et stratégique.

93. Créé en 2002 en **Italie**, CICLOPE (Comité pour la coordination et la lutte contre la pédophilie) est un comité interministériel de lutte contre la pédophilie en ligne qui réunit 11 ministères sous l'égide du Ministère de l'égalité des chances. Un autre exemple de dispositif institutionnel est le Comité interministériel chargé de l'Internet et des mineurs, placé sous l'autorité du Ministère des communications. Instauré en 2004, il suit l'application du code de conduite «Internet@Minors» adopté conjointement en novembre 2003 par le Gouvernement et trois grandes associations de FAI.

2. Codes de conduite

94. Les initiatives d'autorégulation sont de plus en plus nombreuses. Des codes de conduite définissent ce qui est considéré comme éthique et établissent des normes de qualité qui peuvent

largement contribuer à améliorer l'image des entreprises et avoir des retombées commerciales positives. Dans ces conditions, les codes de conduite ne constituent pas uniquement des restrictions que le secteur privé s'impose à lui-même mais deviennent également bénéfiques pour les affaires.

95. En **Allemagne**, le mécanisme d'autorégulation volontaire des fournisseurs de services multimédias a élaboré un code de conduite. Ses membres s'obligent ainsi à surveiller l'application de la législation portant sur l'Internet et, le cas échéant, à dénoncer les sites dont le contenu est illégal et à identifier leurs clients. Les membres qui auraient une conduite répréhensible s'exposeraient à des sanctions, voire à l'exclusion dans le pire des cas. Grâce à la création de sites de dénonciation et de permanences téléphoniques, la «procédure d'avertissement et de désactivation» pourra être déclenchée. Une fois prévenus de l'existence de sites Web à contenus illégaux, les fournisseurs d'accès seront censés les supprimer.

96. Le Comité japonais pour l'UNICEF envisage de lancer, en 2005, un code de conduite pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle dans les voyages et le tourisme, en y associant les grandes agences de tourisme japonaises.

3. Mesures de protection des enfants

97. Plusieurs initiatives sont actuellement en cours qui visent à protéger les enfants de la criminalité et des méfaits liés à l'Internet. La plupart se concentrent essentiellement sur la protection des enfants lors de l'utilisation de l'Internet. Des campagnes de sensibilisation à la mise en place de permanences téléphoniques, une large gamme de mesures ont été prises pour doter les enfants et leur famille des capacités et des outils nécessaires pour se prémunir des agressions ou pour dénoncer des sites Web au contenu délictueux.

98. Le projet InternetAction a été mené dans 17 écoles de **Suède**, auprès d'élèves âgés de 10 à 12 ans. Dans le cadre de ce projet, les élèves ont reçu une brochure, un poster, un économiseur d'écran et un tapis de souris qui reprenaient les règles de la nétiquette: a) ne communique jamais ton adresse, ton numéro de téléphone ou le nom de ton école à quelqu'un que tu rencontres sur l'Internet, sans l'autorisation expresse de tes parents ou des personnes responsables de toi; b) n'envoie jamais à personne ta photo, des informations concernant ta carte de crédit ou ta banque, ou quoi que ce soit d'autre, sans avoir au préalable consulté tes parents ou les personnes responsables de toi; c) ne communique jamais ton mot de passe à quiconque, même à ton(ta) meilleur(e) ami(e); d) ne donne jamais de rendez-vous physique à quelqu'un sans en avoir au préalable discuté avec tes parents ou les personnes responsables de toi, et emmène-les au premier rendez-vous, qui doit toujours avoir lieu dans un lieu public; e) ne reste pas connecté à un salon de discussion ou d'échange si quelqu'un dit ou écrit quelque chose qui te met mal à l'aise ou qui t'inquiète, et parles-en toujours avec tes parents ou avec les personnes responsables de toi; f) ne répond jamais à des courriels ou à des messages postés sur les sites de groupes Usenet qui sont déplaisants, tendancieux ou grossiers; g) lorsque tu es en ligne et que tu es confronté à un langage grossier ou à des images déplacées, fais-en toujours part à des parents ou aux personnes responsables de toi; h) sois toujours toi-même, ne prétends pas être quelqu'un d'autre ou de différent de ce que tu es; i) rappelle-toi toujours que si quelqu'un te fait une offre qui semble trop belle pour être vraie, c'est qu'elle l'est sûrement.

99. En **Nouvelle-Zélande**, l'Internet Safety Group, composé de représentants de la police, d'entreprises spécialisées dans l'Internet, d'ONG et d'écoles, a mis au point un kit de sécurité sur l'Internet destiné aux établissements scolaires.

100. À **Maurice**, l'ONG Internet Child Safety Foundation organise des débats dans les écoles et a imprimé des brochures, des marque-pages, des cartes postales et des tee-shirts sur la sécurité sur l'Internet.

101. En **Slovénie**, la police a fait paraître une brochure d'information pour les enfants, leur famille et les enseignants sur une utilisation sûre de l'Internet. Une initiative analogue a été lancée par le Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports en **République tchèque**. Le secteur privé prend également des initiatives de ce type. Le groupe Swisscom a ainsi publié le SchoolNetGuide sur une utilisation sûre de l'Internet, qui a été distribué dans les écoles en **Suisse**.

102. Plusieurs campagnes de sensibilisation ont été lancées ces dernières années. En **Pologne**, la campagne intitulée «L'enfant dans la Toile» a mobilisé 8 stations de télévision nationales et locales, 19 stations de radio, 33 journaux et les 4 plus gros portails Internet polonais. Des étudiants ont élaboré eux-mêmes du matériel pédagogique et l'ont utilisé pour former d'autres étudiants à une utilisation sûre de l'Internet. Ce fut une expérience intéressante d'éducation par des pairs et de participation des enfants.

103. En **Belgique**, la campagne «Surf Safe» (Naviguez en toute sécurité) visait à donner des conseils en matière de sécurité sur l'Internet aux enfants de 10 à 13 ans. Grâce à cette campagne, Child Focus, l'ONG qui en était responsable, a reçu 441 dénonciations de matériels pornographiques mettant en scène des enfants dans l'année pendant laquelle s'est déroulée la campagne.

104. Dans le cadre de la campagne «Naviguer sans danger» menée au **Costa Rica**, des tapis de souris reprenant des conseils destinés aux enfants sur l'utilisation sûre de l'Internet, des brochures pour les enseignants, les éducateurs, les familles des enfants et les employés des cybercafés ont été distribués. Des ateliers thématiques ont également été organisés.

105. En **Uruguay**, le chargé de recherche Fernando Da Rosa, dans le cadre des études qu'il menait pour le Bureau international catholique de l'enfance (BICE) et de l'Université d'Uruguay, a proposé que soit lancée une campagne destinée à inciter les sociétés émettrices de cartes de crédit à ne pas accepter de paiements provenant de sites Web pédopornographiques. Une telle décision réduirait à néant presque tous les profits tirés de ces sites et découragerait fortement ceux qui souhaiteraient en créer pour gagner de l'argent. Cette proposition, soumise au Parlement latino-américain (Parlatino) par la Vice-Présidente de la Commission sur l'égalité entre les sexes, M^{me} Daisy Tourné, et par le Vice-Président du Parlatino, M. Reynaldo Gargano, a été approuvée en décembre 2004.

106. Le Rapporteur spécial soutient cette initiative et invite les gouvernements et les ONG à réclamer avec force la collaboration des sociétés émettrices de cartes de crédit dans la lutte contre ce problème d'envergure mondiale. Il est prêt à ne rien ménager pour continuer à diffuser cette recommandation et prendra contact avec les sociétés de cartes de crédit dans cette optique.

107. Le défi qui se pose aux autorités de police et services de protection de l'enfance est d'arriver à localiser et à identifier les enfants exploités pour la production de matériels pornographiques. Les victimes ont droit à une assistance et à une indemnisation. Elles ont besoin d'être soutenues pour se sortir du double traumatisme que constituent l'agression et le fait de savoir qu'il est possible que les images de cette agression circulent dans le cyberspace à tout jamais. Il est très inquiétant de constater qu'aujourd'hui seul un très petit nombre d'enfants entraînés dans la production et la distribution de matériels pornographiques ont été identifiés et localisés. Le Rapporteur spécial n'a reçu d'informations que sur un seul projet visant à protéger les victimes.

108. Le projet d'identification des enfants victimes mis en œuvre par l'ONG National Centre for Missing and Exploited Children permet d'identifier des enfants victimes inconnus apparaissant dans des images pornographiques, au moyen de l'«analyse d'images», un processus qui relève des «indices» dans les images susceptibles de révéler le lieu où a été commis le délit. Une fois le lieu suspecté identifié, les forces de l'ordre compétentes sont contactées afin qu'elles effectuent des recherches. Dans le cadre du projet a également été élaboré un dossier de preuves contenant des descriptifs, des identificateurs ainsi qu'une liste de noms de fichiers partiels utilisés pour des collections de matériels pornographiques mettant en scène des enfants dans lesquelles apparaissent des victimes identifiées.

4. Coordination

109. La coordination entre les différentes initiatives en cours visant à lutter contre la pornographie mettant en scène des enfants et la collaboration entre les différents acteurs parties prenantes aux niveaux national et international sont essentielles si l'on veut que les interventions soient efficaces.

110. Le programme «Safer Internet» (Pour un Internet plus sûr) est une initiative de la Commission européenne destinée à financer des actions visant à combattre et prévenir les contenus illicites et préjudiciables, dans le cadre d'une démarche cohérente mise en place par l'**Union européenne**. À l'origine, le programme avait été adopté pour quatre ans (1999-2002). Le Parlement et le Conseil européens l'ont ensuite prorogé de deux ans (2003-2004). Le programme consiste en quatre grandes actions: a) mettre en place un réseau européen de permanences téléphoniques de dénonciation de contenus illicites; b) encourager l'autorégulation; c) développer les systèmes de classement et de filtrage des contenus, et procéder à l'étalonnage des performances des logiciels et des services de filtrage; d) sensibiliser à une utilisation plus sûre de l'Internet¹³.

111. Plusieurs initiatives mentionnées dans le présent rapport sont financées par le programme Safer Internet. Un exemple particulièrement significatif est celle menée par INHOPE, l'association des prestataires de permanences Internet, créée pour faciliter la coopération entre les fournisseurs de permanences Internet. Sa mission est de lutter contre la pornographie infantile sur l'Internet et de protéger les jeunes des usages préjudiciables et illégaux de l'Internet. Ses principales fonctions sont de partager des connaissances techniques, de soutenir les nouvelles permanences nationales et d'échanger des informations sur les dénonciations de contenus illicites. Si une seule permanence peut suffire à s'attaquer au problème au niveau national, ses possibilités sont néanmoins limitées dès lors que le contenu illicite est hébergé dans

un pays étranger ou que l'auteur du délit est situé à l'étranger. Aujourd'hui, INHOPE coordonne les activités de 20 permanences nationales de 18 pays¹⁴.

112. Les permanences sont des mécanismes qui permettent au public de dénoncer un contenu illicite. Il leur appartient alors de transmettre ces dénonciations aux organismes concernés comme les FAI, la police ou des permanences d'autres pays; elles contribuent ainsi à réduire le flux des contenus illicites. En **Belgique**, par exemple, l'ONG Child Focus a mis en place la permanence Child Focus Netaalert qui promeut une utilisation sûre de l'Internet et dénonce les contenus préjudiciables. En 2002, elle a reçu 2 274 dénonciations de matériel illicite et préjudiciable concernant 2 378 sites Web. La police a déterminé que 39,5 % de ces sites Web contenaient des matériels pédopornographiques. En 2003, la permanence a reçu 2 262 dénonciations de contenus illicites qui concernaient 3 447 sites Web, dont 37 % ont été considérés par la police comme de la pornographie mettant en scène des enfants.

113. Une autre initiative financée par le programme Safer Internet est le programme transeuropéen SAFT (Safety, Awareness, Facts and Tools) qui vise à promouvoir un usage sûr de l'Internet parmi les enfants et les jeunes. Le collectif SAFT comprend sept partenaires de cinq pays (**Danemark, Irlande, Islande, Norvège et Suède**)¹⁵.

114. C'est également dans le cadre du programme Safer Internet que se déroule la Journée européenne pour un Internet plus sûr, une opération d'information et de sensibilisation. Le 6 février 2004, elle a eu lieu simultanément pour la première fois dans 11 pays¹⁶. Dans certains de ces pays, la journée s'est achevée par la remise du prix de la meilleure affiche conçue par un enfant sur le thème de la sensibilisation à un Internet plus sûr.

115. La Virtual Global Taskforce est un partenariat entre des organes chargés d'assurer le respect des lois, qui vise à faire de l'Internet un environnement plus sûr pour les enfants. Lancée en décembre 2003, cette initiative regroupe des autorités de police d'**Australie**, du **Canada**, des **États-Unis**, du **Royaume-Uni** ainsi qu'Interpol¹⁷.

III. CONCLUSIONS

116. **Les technologies de l'information offrent des possibilités sans précédent pour communiquer, apprendre et participer. La Toile est un espace de liberté presque totale où le réel et le virtuel se confondent et qui permet aux internautes de cacher leur identité derrière de souriants émoticons. Ce no man's land laisse la porte ouverte à une utilisation illicite et préjudiciable de la Toile et l'on constate qu'il est pollué par une prolifération alarmante de matériels pornographiques mettant en scène des enfants.**

117. **La pédopornographie en ligne est un phénomène récent, tout comme sa parade. De nombreux pays ne s'attaquent pas encore au problème; d'autres n'en sont qu'à leurs balbutiements. Ils commencent tout juste à se doter d'instruments normatifs, institutionnels et politiques pour le traiter.**

118. **Il existe des instruments internationaux de lutte contre la pornographie mettant en scène des enfants et ses manifestations sur l'Internet. Le Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants donne une définition de la pornographie infantine. La Convention sur la cybercriminalité**

est le premier instrument portant sur les infractions pénales commises au moyen d'un système informatique.

119. Lorsque le Comité des droits de l'enfant commencera à examiner les rapports relatifs à l'application du Protocole, il contribuera à faire naître une conception commune des définitions et de leurs incidences, gommant ainsi les incohérences des législations nationales, dont certaines considèrent des activités comme illicites alors que d'autres les définissent comme licites (voir par. 52 et 53 ci-dessus).

120. Malgré le travail considérable de dénonciation des cas de pédopornographie en ligne effectué dans le cadre des permanences téléphoniques et les efforts intenses fournis par les autorités de police, globalement, la jurisprudence en matière de pornographie mettant en scène des enfants sur l'Internet est plutôt maigre. Peu de condamnations ont été prononcées, et souvent à des peines minimales. Lorsqu'elle existe, la jurisprudence contribue à définir les concepts.

121. Il existe actuellement toute une gamme de mesures visant à lutter contre la pédopornographie. La législation, les unités spécialisées des forces de l'ordre, les cadres directifs, les groupes de travail interinstitutions, les codes de conduite, les permanences téléphoniques, les outils et les campagnes de sensibilisation à une utilisation sûre de l'Internet, toutes ces initiatives contribuent de différentes façons à combattre et prévenir la pornographie mettant en scène des enfants en ligne, en tentant d'apporter un éventail de réponses à un problème multiforme. Ces initiatives étant récentes, voire très récentes, il est encore trop tôt aujourd'hui pour en évaluer les effets. À titre préliminaire, le Rapporteur spécial constate ce qui suit:

a) L'existence d'une législation spécifique comprenant une définition de la pornographie mettant en scène des enfants et l'énumération des activités illégales liées à celle-ci est essentielle à la répression de cette infraction;

b) Étant donné la dimension «technologique» du phénomène, la création au sein des forces de l'ordre d'unités spécialisées dans la criminalité liée à l'Internet fait une énorme différence en termes de capacités d'enquête;

c) Dans le cadre des mesures visant à protéger les enfants, les efforts se concentrent en grande partie sur la protection des enfants lorsqu'ils utilisent l'Internet et beaucoup moins sur la protection des victimes de méfaits. Cette situation est principalement due à ce qu'il est difficile d'identifier les victimes de pédopornographie;

d) De nombreux acteurs ont un rôle vital à jouer dans la lutte et la prévention en matière de pédopornographie en ligne: les pouvoirs publics, les organes chargés de faire respecter la loi, le secteur privé, en particulier les fournisseurs d'accès Internet (FAI), les concepteurs de logiciels, les sociétés émettrices de cartes de crédit, les ONG, y compris les organisations de consommateurs, les médias, les enseignants et les éducateurs, les enfants et leur famille.

IV. RECOMMANDATIONS

122. Pour s'attaquer à un problème touchant les droits de l'homme, il faut commencer par légiférer. L'absence de législation sur la pornographie mettant en scène des enfants crée un vide juridique dangereux qui expose l'enfant au risque d'agression, lui-même renforcé par le phénomène de l'impunité. Le Rapporteur spécial recommande la ratification du Protocole facultatif concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants et l'adoption de sa définition de la pornographie mettant en scène des enfants.

123. En ce qui concerne la législation, le Rapporteur spécial recommande en outre:

a) De rendre passible de sanctions pénales le comportement de chaque maillon de la chaîne de la pornographie mettant en scène des enfants, allant de la production à la possession, conformément aux dispositions de l'alinéa *c* de l'article 3 du Protocole facultatif;

b) De mettre en place une législation créant l'infraction de «manœuvre de séduction ou leurre par l'Internet»;

c) De mettre en place une législation sur les FAI qui prévoie non seulement de les obliger à supprimer ou à empêcher l'accès à des matériels illégaux dont ils auraient connaissance, mais aussi d'instaurer une obligation minimale de surveillance pour lutter contre la pédopornographie en ligne;

d) D'envisager l'adoption d'une législation sur le phénomène de l'érotisme mettant en scène des enfants;

e) De veiller à ce que la législation sur la pédopornographie protège tous les enfants de moins de 18 ans, quel que soit l'âge légal du consentement aux relations sexuelles, qui peut être inférieur à 18 ans. Un enfant âgé de moins de 18 ans ne devrait pas être considéré comme étant habile à consentir à participer à des activités relevant de la pornographie, de la prostitution ou de la traite des êtres humains.

124. La création d'unités spécialisées au sein des organes chargés de faire respecter la loi pour traiter la criminalité liée à l'Internet est essentielle. Il faut cependant que ces unités soient suffisamment dotées non seulement de moyens technologiques et de compétences, mais également de personnel connaissant bien les droits des enfants. Les organes chargés de faire respecter la loi devraient chercher à collaborer avec les permanences téléphoniques et les FAI pour enquêter sur les affaires et cerner les problèmes que poseront les nouvelles technologies à l'avenir.

125. La protection des victimes a été négligée dans les réponses apportées au problème de la pédopornographie. Davantage d'efforts et une meilleure coordination sont nécessaires pour:

a) Identifier les victimes d'agression;

b) Leur offrir des programmes de réadaptation et une indemnisation adéquate.

126. Les initiatives de sensibilisation devraient faire participer les enfants et les adolescents. Les actions d'éducation par les pairs se sont révélées particulièrement efficaces dans ce domaine.

127. Il est essentiel de faire preuve de créativité dans l'utilisation des médias pour diffuser les messages. Il faut que les campagnes de sensibilisation forment et informent les journalistes et recourent à des moyens de communication moins classiques pour faire passer les messages (par exemple: utilisation des paquets de céréales, ciblage des chaînes de restauration rapide, affiches publicitaires dans les aéroports et publicité dans les programmes vidéo dans les avions, etc.).

128. Le secteur privé est un allié indispensable dans la lutte contre la pédopornographie. Il faut encourager les initiatives d'autorégulation. Les sociétés émettrices de cartes de crédit en particulier ont un rôle crucial à jouer pour mettre un terme au commerce qui finance la pédopornographie en ligne. Le Rapporteur spécial les incite vivement à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher le paiement par carte de crédit sur les sites Web de pédopornographie et pour trouver une parade au paiement par «e-gold». Le Rapporteur spécial s'engage à diffuser davantage cette recommandation et prendra contact avec les sociétés émettrices de cartes de crédit dans cette optique.

129. La coopération internationale dans ce domaine pourrait en particulier s'attacher à:

- a) Aider les pays à se doter d'une législation sur la pornographie mettant en scène des enfants et de cadres directifs de lutte et de prévention face à ce phénomène;**
- b) Faciliter l'échange de données d'expérience, d'enseignements et de pratiques optimales;**
- c) Évaluer l'impact des programmes et des projets dans ce domaine en instaurant des indicateurs et des critères de réussite.**

Notes

- ¹ The Hague Ministerial Declaration on European Guidelines for Effective Measures to Prevent and Combat Trafficking in Women for the Purpose of Sexual Exploitation, adopted by the European Union Ministers for Equality and Justice in 1997.
- ² Report on the conference Combating Child Abuse on the Internet: An International Response, United-Kingdom, March 2004.
- ³ The Governments of Côte d'Ivoire and Togo and a South African NGO.
- ⁴ Save the Children, "Position paper on child pornography and Internet-related sexual exploitation of children", Brussels, May 2004, pp. 12-13.
- ⁵ Save the Children, op. cit., pp. 14 and 25.
- ⁶ Explanatory report on the Convention on Cybercrime, paras. 95-105,
<http://conventions.coe.int/Treaty/en/Reports/Html/185.htm>.
- ⁷ General Assembly resolution S-27/2, para. 44 (41 and 47).
- ⁸ Article 25.3 of Law 163-03, free translation.
- ⁹ Court of Appeal, 2002 (EWCA Crim. 683) United-Kingdom.
- ¹⁰ Research project "Pedophilia and pornography on the Internet", carried out in 2002 and 2003 by the Nobody's Children Foundation in Poland.
- ¹¹ He was, however, convicted of sexual molestation of the girls.
- ¹² See report on the mission to Brazil carried out by the Special Rapporteur in 2003 (E/CN.4/2004/9/Add.2, paras. 81 and 82).
- ¹³ See http://europa.eu.int/information_society/activities/sip/index_en.htm.
- ¹⁴ See www.inhope.org.
- ¹⁵ See www.saftonline.org.
- ¹⁶ Australia, Bulgaria, Germany, Greece, Iceland, Italy, Luxembourg, Norway, Spain, the Netherlands, and the United Kingdom.
- ¹⁷ See www.virtualglobaltaskforce.net.
